

Provenance : [Lien](#)

**BARNARD, ÉDOUARD-ANDRÉ** (baptisé **Edward André Benjamin**), cultivateur, officier de milice, zouave pontifical, rédacteur en chef, fonctionnaire, auteur et conférencier, né le 30 septembre 1835 à Trois-Rivières, Bas-Canada, fils d'Edward Barnard et de Mathilde Blondin ; décédé le 19 août 1898 à L'Ange-Gardien, Québec.

Originaires d'Angleterre, les Barnard immigrent en Nouvelle-Angleterre au xvii<sup>e</sup> siècle. Le grand-père d'Édouard-André arrive dans la province de Québec en 1774. Son père, Edward, sera avocat, député, patriote, greffier et protonotaire à Trois-Rivières. Troisième d'une famille de dix enfants, Édouard-André Barnard entre au séminaire de Nicolet en 1846, mais interrompt ses études en 1851. Il avouera qu'il n'avait guère de penchant pour les disciplines classiques ; toutefois, les difficultés financières et le mauvais état de santé nerveuse de son père semblent le décider à quitter le séminaire pour devenir commis chez un marchand de Trois-Rivières, avant d'aller tenter sa chance à Montréal puis de revenir à Trois-Rivières s'occuper des terres paternelles. En 1862, dans l'espoir de succéder à son père à titre de protonotaire, il entreprend des études de droit, tout en continuant de veiller à l'exploitation agricole familiale ; il est reçu au barreau en 1867.

Barnard n'exerce pas sa nouvelle profession mais opte plutôt pour des occupations paramilitaires. Volontaire dans la milice depuis 1862, il est promu major en 1867. À la même époque, en Italie, les soldats de Giuseppe Garibaldi attaquent les États pontificaux à Rome et plusieurs pays envoient des volontaires au secours du pape Pie IX. Fort de son expérience, Barnard, après avoir obtenu un congé de la milice, se met à la disposition de l'évêque de Montréal, Mgr Ignace Bourget\*, et lui offre en octobre 1867 d'organiser un détachement de volontaires. Le 26 décembre, il se joint au comité chargé de l'organisation du premier contingent de zouaves canadiens, comité dont son frère Edmund fait partie, et à la mi-février 1868 il se rend à New York pour régler la question du transport transatlantique. Aussitôt le premier groupe parti, le 19 février, le comité s'affaire déjà à en envoyer un deuxième. Cependant, des difficultés surgissent au sujet de l'entretien des zouaves en Italie et, à la fin du mois de mars, on délègue Barnard à Rome pour négocier les conditions de la venue et de l'installation des contingents canadiens. À son retour, il multiplie les efforts pour réaliser des projets visant à expédier d'autres détachements. Cependant, ses initiatives n'ont guère de succès, tant au pays qu'à Rome où l'aumônier des zouaves, Louis-Edmond Moreau, personnage ombrageux, perçoit dans la venue de Barnard le signe d'un manque de confiance de la hiérarchie catholique de la province de Québec à son endroit ; c'est le début d'une

rivalité personnelle. Et comme Barnard donne l'impression de vouloir tout diriger, on se pose des questions sur son refus de s'engager comme simple soldat ; en dépit de ses qualités incontestables, on le suspecte d'arrivisme.

Selon l'historien René Hardy, il est vrai que Barnard voit dans le mouvement zouave un instrument de réussite sociale. Cette ambition et l'impatience qui en découle compromettent les chances de succès de son projet, d'autant plus que sa vision d'une véritable armée de zouaves canadiens qui s'engagerait dans des actions militaires d'éclat pour écraser les troupes de Garibaldi ne correspond pas au point de vue de l'Église canadienne sur ce mouvement. Pour Mgr Bourget, il ne s'agit pas de constituer une armée puissante et nombreuse, mais de profiter de la situation pour provoquer un regain de piété à l'égard du pape et un intérêt soutenu pour la question romaine. Toutefois, malgré ses visées personnelles, Barnard sait, toujours selon Hardy, « trouver suffisamment d'humilité pour faire oublier le côté déplaisant de certaines de ses initiatives ».

À la fin de l'année 1868, Barnard revient à Trois-Rivières et reprend ses expériences en agriculture. Il devient correspondant de *la Semaine agricole*, (*illustrée*) hebdomadaire publié à Montréal à compter de l'automne de 1869 par le Conseil d'agriculture en collaboration avec l'école d'agriculture de L'Assomption. Ce périodique remplace *la Revue agricole* de Joseph-Xavier Perrault\*, dans laquelle Barnard a déjà écrit. En 1870, celui-ci devient le rédacteur en chef de la nouvelle publication et commence à prononcer des causeries agricoles. C'est à ce moment qu'il s'installe à Varennes, près de Montréal. Ses articles et ses conférences le font bientôt remarquer par le commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics de la province de Québec, Louis Archambeault\*, qui l'envoie en Europe en 1871 à titre d'agent d'immigration. Cette mission s'inscrit dans une stratégie d'éducation agricole et de développement économique des campagnes, et vise à faire venir au Québec de bons agriculteurs francophones et catholiques de France, de Belgique et de Suisse. Barnard profite de ce voyage et d'un second séjour de six mois, qu'il effectue en 1872 pour le compte du gouvernement fédéral cette fois, pour visiter des écoles d'agriculture et des organisations agricoles.

À son retour, Barnard reste au service du département de l'Agriculture et des Travaux publics à titre d'agent de colonisation. Il fait le tour de la province dans le but d'évaluer le fonctionnement des sociétés de colonisation et donne une série de conférences sur l'art de bien cultiver. C'est probablement à partir de cette expérience que le gouvernement mettra en place un petit réseau de conférenciers qui circuleront dans les cercles agricoles afin de diffuser des connaissances agronomiques auprès de la masse des agriculteurs.

À l'occasion d'une de ces conférences, Barnard fait la connaissance d'Amélie Chapais, fille de Jean-Charles Chapais\*, l'un des Pères de la Confédération, chez qui il est reçu à Saint-Denis, près de Kamouraska. Il en devient bientôt amoureux. Toutefois, la perspective d'une

union entre sa fille et cet homme de 17 ans plus âgé qu'elle et qualifié d'instable par son entourage ne sourit guère à Chapais. Dans l'espoir de se concilier les bonnes grâces du sénateur conservateur, Barnard brigue les suffrages sous la bannière conservatrice dans la circonscription de Verchères aux élections de janvier 1874. Il échoue, mais sa démarche auprès de Mme Chapais, à qui il écrit une longue lettre autobiographique le 4 juin 1873, sera plus fructueuse. Le 22 juillet 1874, Barnard, âgé de 38 ans, épouse en grande pompe à Saint-Denis la jeune Amélie Chapais. Par ce mariage, il consolide sa position de membre à part entière de la bourgeoisie canadienne-française. Pour faire plaisir à sa femme, il francisera son nom en signant Édouard au lieu d'Edward. Le couple aura 14 enfants dont 3 mourront en bas âge.

Barnard est aussi revenu d'Europe avec l'idée d'implanter la culture de la betterave à sucre, laquelle, en plus de créer un nouveau marché pour les cultivateurs, pourrait contribuer à réduire la dépendance à l'égard du sucre importé. Bien qu'elle n'ait pas eu l'ampleur souhaitée et malgré les difficultés d'implantation de l'industrie sucrière avec ses raffineries, cette culture est devenue une réalité au Québec.

Avec l'avènement de la Confédération en 1867 et la mise en place des gouvernements provinciaux, le Québec doit se doter d'une nouvelle organisation de l'agriculture conforme à l'esprit de la constitution. Ainsi, la Chambre d'agriculture du Bas-Canada est abolie et remplacée par le Conseil d'agriculture de la province de Québec, duquel relèvent les sociétés d'agriculture de comté. À plusieurs reprises, Barnard s'insurge contre ce conseil dont l'action se résume à organiser avec les sociétés d'agriculture des expositions où les bons agriculteurs, qui n'ont pas besoin de l'aide gouvernementale, se partagent sous forme de prix les fonds publics destinés au développement de l'agriculture. Cette structure fort coûteuse ne contribue pas, selon lui, au développement agricole de la province, et plusieurs partagent cet avis. Il encourage donc la création de cercles agricoles qui, avec l'appui du clergé, œuvrent à l'échelle de la paroisse. Barnard est un ardent défenseur de l'action pédagogique et économique de ces cercles, qui n'obtiennent la reconnaissance du gouvernement qu'en 1894, au moment où ils couvrent presque toute la province et comptent un nombre important de membres. On peut dire aujourd'hui que ces cercles agricoles ont été le fer de lance de la modernisation de l'agriculture québécoise en engendrant un mouvement coopératif agricole qui est devenu une véritable force économique dans le Québec contemporain.

Depuis longtemps, les élites agricoles parlaient de la nécessité de publier un grand journal qui contribuerait à l'éducation des cultivateurs. Après bien des débats, le gouvernement provincial décide, en octobre 1876, de financer *le Journal d'agriculture*, qui sera publié à Montréal et d'en confier la rédaction à Barnard ; on le nomme également directeur de l'agriculture au sein du département de l'Agriculture et des Travaux publics. Il s'agit pour lui d'une victoire personnelle car, convaincu de l'inefficacité du Conseil d'agriculture, il ne voulait

pas que ce journal soit sous l'autorité de cet organisme mais sous celle du département responsable de l'agriculture. Avec cette nomination, Barnard devient, en quelque sorte, un conseiller influent du commissaire et il a les coudées franches pour mettre en œuvre les projets qui lui tiennent à cœur en ce qui concerne le développement agricole de la province. Il accomplit une admirable tâche d'éducation avec ce journal qui, compte tenu des moyens du temps, est d'une grande qualité de facture et de contenu. Toutefois, il faut convenir que ce moyen de vulgarisation n'est pas vraiment adapté à une classe agricole fort peu lettrée, pour ne pas dire analphabète.

La contribution la plus remarquable de Barnard à l'histoire agricole du Québec est sans contredit le développement de l'industrie laitière dont il est un grand propagandiste. Dans ses nombreuses causeries devant les cercles agricoles tout comme dans ses écrits, il vante les avantages financiers de la production de beurre et de fromage, tant pour les cultivateurs que pour l'économie agricole de la province. Malgré une vision assez traditionnelle de l'agriculture qui transpire dans plusieurs de ses propos, Barnard, tel un brillant économiste agricole, chiffres à l'appui, démontre dans un mémoire rédigé en 1880 les avantages économiques de la production laitière par rapport à celle des viandes, et à celle des céréales qui est de toute façon en perte de vitesse au Québec depuis l'ouverture de l'Ouest canadien. Il encourage les cultivateurs à créer de petites beurreries et fromageries paroissiales. Dans le but de propager cette industrie, il s'associe à son beau-frère Thomas Chapais\* pour fonder à Saint-Denis, en 1881, une école de laiterie, qui doit former des fabricants et les premiers inspecteurs gouvernementaux des fabriques. De plus, il participe à la mise sur pied en 1882 de la Société d'industrie laitière de la province de Québec qui, grâce au zèle de l'abbé Théophile MONTMINY, deviendra un important outil de promotion et de développement de cette industrie en dynamisant l'agriculture en quête d'orientation depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Durant ses voyages en Europe, Barnard a vu juste quant à la possibilité d'exporter du beurre et du fromage canadiens sur les marchés britanniques ; vers la fin du siècle, on assistera à la croissance spectaculaire de l'exportation de ces produits, qui engendrera une prospérité nouvelle dans les campagnes.

Si l'influence de Barnard s'est particulièrement fait sentir dans le développement de l'industrie laitière au Québec, il en va autrement de ses efforts en vue de mettre en place un véritable système de recherche en agronomie et de formation des agriculteurs. Tout en occupant des fonctions administratives, il cultive presque toujours une terre dont il veut faire une véritable ferme expérimentale, reconnue par l'État et par la profession agricole, qui la prendraient en charge. Malheureusement, que ce soit à Trois-Rivières, à Varennes, à Rougemont ou à L'Ange-Gardien, malgré ses expérimentations fort intéressantes sur les techniques culturales (fertilisation des sols, conservation des engrais naturels, égouttement et drainage des terres, assolement, adoption des cultures sarclées, amélioration du bétail, construction de silos), partout il essuie un échec et s'endette fortement. Quant à

l'enseignement agricole, Barnard n'est pas toujours tendre envers les écoles d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (La Pocatière) et de Rougemont, qui relèvent des collèges classiques de ces endroits, et il souhaite voir se répandre des écoles rattachées à une ferme expérimentale et gérées par une communauté de moines agriculteurs. Un débat passionne les esprits à l'époque, soit la construction d'une seule grande maison d'enseignement agricole ou de plusieurs établissements dans les différentes régions. Selon Marc-André Perron, Barnard apporte dans ce débat la solution la plus logique : plusieurs écoles élémentaires d'agriculture mais une seule d'enseignement agronomique. En outre, il est l'instigateur de l'enseignement ménager par sa participation de 1891 à 1895 à la fondation de la première école du genre, celle des ursulines de Roberval, qui doit instruire les futures femmes de cultivateurs des secrets de l'économie domestique agricole. Mais Barnard disparaîtra avant qu'on mette en place les organismes capables d'assurer le développement d'une véritable agronomie québécoise dont il a pourtant défini le programme de recherche et d'expérimentation, notamment dans « Éloge de l'agriculture », conférence prononcée en 1878 qui lui valut de remporter la palme au concours d'éloquence sur l'agriculture organisé par l'Institut canadien de Québec. Ce texte, publié dans *le Journal d'agriculture* en février 1879, constitue un extraordinaire réquisitoire en faveur de la formation agricole de la classe paysanne ainsi qu'une pièce de collection pour l'étude de l'idéologie ultramontaine qui déferle sur le Québec avec le Programme catholique de 1871 [V. François-Xavier-Anselme Trudel\*]. Si Barnard commence en parlant de l'agriculture comme d'une institution divine, citant Mgr Félix Dupanloup, il termine son éloge par des considérations bien pratiques sur l'état lamentable de l'agriculture chez les Canadiens français, en mentionnant par exemple le gaspillage des fumiers et la méconnaissance des engrais ou du drainage. La solution se trouve, selon lui, dans l'éducation des cultivateurs et surtout dans une revalorisation de l'agriculture par les classes aisées de la société.

Porté au pouvoir en 1887, le gouvernement d'Honoré MERCIER, pour asseoir son autorité, effectue plusieurs réformes gouvernementales dont la création en 1888 d'un département de l'Agriculture et de la Colonisation ; le premier ministre en prend lui-même la direction avec le curé François-Xavier-Antoine LABELLE au poste de sous-commissaire. Malgré ses liens avec les conservateurs, Barnard est invité, à la demande de Labelle, à venir s'installer à Québec pour être, ironie du sort, secrétaire du Conseil d'agriculture, organisme dont il a régulièrement critiqué l'inefficacité et même les pratiques frauduleuses. Il s'agit pour lui d'une rétrogradation, d'une destitution de son prestigieux poste de directeur de l'agriculture. Toutefois, même lorsque les conservateurs reviendront au pouvoir en 1891 et que Louis Beaubien\* sera commissaire de l'Agriculture, le statut professionnel de Barnard restera le même. Tant sur les questions agronomiques que d'organisation socio-économique de l'agriculture, il ne s'entend pas avec Beaubien ; par exemple, ce dernier ne croit pas à l'existence de la « vache canadienne » que Barnard a fait reconnaître comme une « race pure » et dont il a tant encouragé la diffusion.

Si cette dernière période de la vie de Barnard est moins éclatante, elle n'en est pas moins fort active et encore pleine de réalisations. En premier lieu, vient l'élaboration des règlements du Mérite agricole. Mis sur pied en 1890, cet ordre reprend la pratique des concours de fermes organisés par les sociétés d'agriculture de comté sous les auspices du Conseil d'agriculture et s'inspire de la loi française de Jules Méline qui a créé le Mérite agricole en 1883. Toutefois, d'après Barnard lui-même, qui travaille à ce projet depuis plusieurs années, la ressemblance s'arrête au nom car, dans le cas français, c'est une distinction honorifique et discrétionnaire offerte par le gouvernement pour couronner une longue et fructueuse carrière agricole, alors qu'au Québec il s'agit d'un concours avec un jury indépendant qui visite les exploitations.

Le nom de Barnard est aussi lié au Syndicat des cultivateurs de la province de Québec, dont l'idée refait surface en janvier 1892, au congrès de la Société d'industrie laitière. Depuis longtemps, Barnard caresse le projet d'un grand syndicat agricole qui réunirait les membres des cercles agricoles installés dans la plupart des paroisses et qui aurait un mandat d'organisation économique selon les principes coopératifs. Il souhaite que le Conseil d'agriculture, qui touche à toutes les facettes de l'activité agricole, en fasse son projet, mais c'est la Société d'industrie laitière qui, ayant pris les devants, poursuit en 1892 et 1893 son travail d'organisation, avec l'aide des évêques, qui en font la propagande dans leurs lettres pastorales. Cependant, faute de subventions gouvernementales, ce syndicat s'éteint lentement et sans trop de bruit. Le commissaire de l'Agriculture, Beaubien, préfère donner son appui à la fondation à Montréal en 1892 du Syndicat central des agriculteurs du Canada, lequel ne réussit pas à imposer son leadership et connaît une existence encore plus éphémère.

À la fin de 1893, à la demande de Beaubien, Barnard rédige son ouvrage intitulé *Manuel d'agriculture*, pour lequel il doit recevoir 2 500 \$, somme dont il a bien besoin tant il est criblé de dettes. À partir de ses causeries agricoles et de ses expériences personnelles, il produit l'un des premiers véritables ouvrages d'agronomie québécoise, qui prône une agronomie typiquement québécoise au service de l'agriculture. Avant sa parution en mai 1895 à Montréal, les traités d'agriculture disponibles étaient des versions à peine modifiées d'ouvrages français, faites par des hommes de lettres soucieux de rendre service à la classe agricole, selon l'esprit de l'époque, mais qui ne possédaient aucune connaissance particulière en ce domaine. Malheureusement, un tirage de 2 500 exemplaires – soit environ la moitié du tirage du *Journal d'agriculture* dont Barnard est toujours le rédacteur en chef – distribués gratuitement par le département d'Agriculture aux dirigeants des organisations agricoles ne permet pas à ce volumineux travail de vulgarisation de 534 pages, qui comprend 1 000 articles et plus de 250 gravures, d'atteindre la masse des agriculteurs. Barnard entreprend des démarches en vue d'une nouvelle édition, mais sans succès. Il publie cependant un autre ouvrage, *la Colonisation bien faite*, dont il tire une série d'articles qui paraissent dans le journal québécois *la Vérité* de mars à juillet 1897. D'après Perron, la perspective d'obtenir le

poste de sous-commissaire à la Colonisation et aux Mines – nouveau département dont le premier titulaire assermenté en janvier 1897 est nul autre que son beau-frère, le conservateur Thomas Chapais, qui l'a d'ailleurs soutenu dans ses œuvres et dans ses difficultés financières – incite Barnard à démontrer ses connaissances sur la colonisation et son intérêt pour cette question. Malgré sa soumission entière et dévouée à l'Église catholique, il fait preuve de clairvoyance et de courage en s'opposant fortement à un système de colonisation structuré par l'Église sur le modèle d'une organisation de charité publique. Selon lui, la colonisation ne peut être une affaire « de quêteux par des quêteux », mais une profession respectable qu'il faut valoriser socialement, dirait-on de nos jours.

Au Conseil d'agriculture, Barnard s'occupe d'autres questions, tel le rôle du clergé dans la promotion de l'agriculture. Sous son influence, l'Église catholique entreprend en janvier 1894 l'œuvre des missionnaires agricoles, organisation qui regroupe les curés de paroisse, déjà animateurs des cercles agricoles. Ces missionnaires agricoles convaincront les autorités politiques de la province de Québec d'introduire une formation de niveau universitaire en agronomie et de mettre au service de la classe agricole les premiers bacheliers en sciences agricoles, ce qui sera chose faite en 1913. Barnard participe aussi à la création en 1895 de la Société des bons chemins dont il devient le secrétaire. Ce groupe de pression souhaite une intervention plus énergique de l'État en matière de voirie rurale, qui est alors du ressort des municipalités, car la condition des routes est si mauvaise qu'elle constitue un obstacle au développement de l'agriculture. En outre, Barnard est président de la Société générale des éleveurs d'animaux de race pure du Québec depuis sa fondation en septembre 1895 jusqu'en 1898. Travailleur inlassable, il trouve encore le temps de s'occuper avec Hadelin Nageant, son assistant à la rédaction du *Journal d'agriculture*, de la recherche et de l'expérimentation d'un nouvel engrais chimique composé de phosphates, exclusivement canadien et soluble dans le carbonate de potasse. Cependant, le Bureau des brevets refuse en 1897 de reconnaître cette invention.

Résumer l'œuvre gigantesque d'Édouard-André Barnard, que l'historiographie québécoise désigne comme l'un « des plus célèbres agronomes et conférenciers de la province de Québec », n'est pas tâche facile. Parmi les éléments essentiels figure certainement sa remarquable contribution au développement de l'industrie laitière. De plus, la profession agronomique reconnaît en lui un précurseur, un fondateur et un pionnier qui a compris que le développement des sciences agricoles n'est possible que par des expérimentations sur le terrain, qui permettent de contrôler toutes les variables propres à l'écologie d'un terroir. Enfin, l'apport du « grand éducateur agricole », selon l'expression de Perron, réside dans son souci, au delà de la production de connaissances nouvelles, de la vulgarisation du savoir agronomique pour le bénéfice des agriculteurs et, partant, de la société toute entière.

BRUNO JEAN

AC, Québec, État civil, Catholiques, L'Ange-Gardien, 22 août 1898.— ANQ-MBF, CE1-48, 1<sup>er</sup> oct. 1835 ; P-3.— ANQ-Q, CE3-15, 22 juill. 1874 ; P1000-58-1125.— CRCCF, P 32/1/ A : 61 ; Ph 32.— Québec, Parl., *Doc. de la session*, 1880, n<sup>o</sup> 2, Rapport du commissaire de l'agriculture.— *L'Événement*, 19 août 1898.— René Hardy, *les Zouaves ; une stratégie du clergé québécois au XIX<sup>e</sup> siècle* (Montréal, 1980).— Bruno Jean, *les Idéologies éducatives agricoles (1860–1890) et l'Origine de l'agronomie québécoise* (Québec, 1977).— J.-C. Magnan, *le Monde agricole* (Montréal, 1972), 12–13.— M.-A. Perron, *Un grand éducateur agricole : Édouard-A. Barnard, 1835–1898 ; étude historique sur l'agriculture de 1760 à 1900* ([Montréal], 1955).— J.-B. Roy, *Histoire de la Corporation des agronomes de la province de Québec, 1937–1970* ([Montréal], 1971).— L. de G. Fortin, « Rôle des agronomes », *Semaines sociales du Canada, Compte rendu des cours et conférences* (Montréal), 12 (1933) : 101–102.— Magella Quinn, « les Capitaux français et le Québec, 1855–1900 », *RHAF*, 24 (1970–1971) : 538, 559.

Bibliographie générale

© 1990–2025 Université Laval/University of Toronto